

Index AI : PRE01/051/2011
07 February 2011

Les autorités indonésiennes doivent enquêter sur les homicides de membres de la communauté ahmadiyya

Amnesty International exhorte le gouvernement indonésien à enquêter sur les homicides de trois membres d'un groupe religieux minoritaire lynchés par une foule sur l'île de Java dimanche 6 février.

Selon certaines informations, ces hommes ont été tués lorsque plus de 1 000 personnes brandissant des pierres, des machettes, des sabres et des lances ont fait irruption dans la maison d'un dirigeant de la minorité religieuse ahmadie dans le sous-district de Cikeusik, dans la province de Banten, dimanche 6 février. Plusieurs autres ahmadis ont été blessés lors de l'attaque et deux seraient portés disparus.

« Cette attaque brutale contre des fidèles ahmadis témoigne de l'incapacité persistante du gouvernement indonésien à protéger les minorités religieuses contre le harcèlement et les violences et à amener les responsables présumés à rendre compte de leurs actes, a indiqué Donna Guest, directrice adjointe du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International.

« La police indonésienne doit diligenter dans les meilleurs délais une enquête approfondie et efficace sur ces violences et garantir que les personnes soupçonnées d'en être responsables soient jugées dans le cadre de procès équitables. »

La communauté ahmadiyya est un groupe religieux qui se réclame de l'islam, bien que nombre de formations musulmanes traditionnelles considèrent leurs croyances comme déviantes.

La foule a encerclé une maison où au moins 18 ahmadis s'étaient réunis, exigeant qu'ils se dispersent. Ils ont ensuite fait irruption dans la maison, assaillant et tuant trois ahmadis appelés Roni, Tarno et Mulyadi.

Les victimes présentaient de multiples blessures, notamment des coups de couteau et des lacérations. Au moins cinq autres personnes ont été grièvement blessées et on ignore le sort qui aurait été réservé à deux autres fidèles. En outre, la foule a détruit la maison, ainsi que les véhicules qui étaient garés devant.

Amnesty International a recensé de nombreux cas de mesures d'intimidation et de violences contre la communauté ahmadiyya imputables aux groupes islamistes radicaux dans diverses régions d'Indonésie.

Il s'agit notamment d'attaques et d'incendies ciblant des lieux de culte et des habitations ahmadis, entraînant parfois leur déplacement.

Dans la plupart des cas, ceux qui commettent des actes de violence contre les ahmadis restent impunis et l'on constate que les autorités tendent alors à reprocher à cette minorité ses « idées déviantes ».

Les actes de harcèlement et les attaques dont la communauté ahmadiyya est la cible sont également attisés par le décret interministériel qui a interdit aux ahmadis de promouvoir leurs activités. En septembre 2010, le ministre indonésien de la Religion, Suryadharma Ali, a réclaté l'interdiction de ce mouvement.

Le gouvernement doit abroger toutes les lois et réglementations qui restreignent le droit à la liberté de religion, garanti par l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), et lancer une enquête indépendante et impartiale sur toutes les affaires d'intimidation et de violences visant les minorités religieuses en Indonésie.

Par ailleurs, Amnesty International a demandé à la Commission nationale des droits humains Komnas HAM d'enquêter sur les allégations selon lesquelles la police n'a pas pris les mesures adéquates pour protéger les adeptes ahmadis qui s'étaient réunis et n'est pas intervenue lors de l'attaque qui a eu lieu dimanche 6 février.

« L'Indonésie doit élaborer une stratégie concrète visant à renforcer le respect envers la liberté de religion et la tolérance religieuse, qui s'est clairement dégradé ces dernières années », a indiqué Donna Guest.